Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

162-163 | 2020

Villes, cultures et engagements

Penser contre l'État

Association française des anthropologues

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/9871>

DOI : 10.4000/jda.9871

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2020

Pagination : 13-17

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Association française des anthropologues, « Penser contre l'État », *Journal des anthropologues* [En ligne], 162-163 | 2020, mis en ligne le 18 mars 2021, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/jda/9871> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.9871>

PENSER CONTRE L'ÉTAT

Une série d'événements dramatiques converge sur la période actuelle : la pandémie qui se poursuit est le premier élément, central, qui contraint nos existences, en France comme ailleurs et sur laquelle l'AFA a tenu à apporter sa réflexion collective avec l'édition d'un ouvrage spécifique, *Anthropologie d'une pandémie*¹. Dans le contexte d'un second confinement rendu obligatoire par une circulation accélérée des contaminations, se sont précipités d'autres facteurs tragiques : attaques au couteau, décapitations, amenant le gouvernement français à se déclarer combattre deux ennemis : le virus et le terrorisme. Le pays vit maintenant sous deux régimes d'urgence cumulés, sanitaire et politique, entretenant et intensifiant l'angoisse de toutes et tous contre des entités et des personnages aussi invisibles qu'imprévisibles. La peur se condense en attitude guerrière, opposant cultes et cultures.

La « liberté d'expression » est devenue le maître mot d'une « République » ossifiée, fétiche brandi à la tête de tout récalcitrant : la rentrée scolaire du 2 novembre 2020 qui intime une minute de silence à la mémoire de Samuel Paty, l'enseignant assassiné, devait voir sévir, selon les propos du ministre de l'Éducation, des « équipes «valeurs de la République» » en cas de « problèmes ». L'intransigeance absolue est au programme et la vertu doit suivre. Triste ironie d'un régime qui a la liberté d'expression supposément chevillée au corps, au contraire d'un terrorisme obscurantiste : le discours de Jean Jaurès, dont on a enjoint la lecture dans les classes à la rentrée, a été amputé d'un passage critique du système éducatif qui aurait constitué une attaque envers le projet d'évaluation permanente et de contrôle continu que défend le ministre Blanquer pour l'école : « Quel système déplorable nous avons en France avec ces examens à tous les degrés qui suppriment l'initiative du maître et aussi la bonne foi de l'enseignement en sacrifiant la réalité à l'apparence ! Mon inspection serait bientôt faite dans une école. Je ferais lire les écoliers, et c'est là-dessus seulement que je jugerais le maître. »²

1 *Anthropologie d'une pandémie*, sous la direction de Monique Selim, l'Harmattan, 2020.

2 Bélier A., 2020. « Hommage à Samuel Paty. La lettre de Jaurès aux instituteurs amputée de certains passages », *Ouest France*, 2 octobre. URL : <https://www.ouest-france.fr/education/enseignement/hommage-a-samuel-paty-la-lettre-de-jaures-aux-instituteurs-amputees-de-certains-passages-critiques-7037416>, consulté le 11 novembre 2020.

Au même moment, la Loi de programmation de la recherche (LPR) — longuement combattue pendant l'année universitaire 2019-2020³ — est passée subrepticement, précarisant les futur.es chercheur.es et enseignant.es chercheur.es et cherchant à soumettre, au titre de son article 1, leurs travaux aux dites « valeurs de la République », sous peine de sanctions sévères et de licenciements ; amendements heureusement neutralisés, mais au profit de la suppression de la franchise universitaire et de menaces allant jusqu'à « 3 ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende » contre qui « pénètre ou se maintient dans l'enceinte » de l'université, « dans le but de troubler la tranquillité ou le bon ordre de l'établissement »⁴. Des universitaires félicitent le gouvernement pour sa fermeté contre des universités en perdition. Ils et elles dénoncent certain.es de leurs collègues dont les travaux s'inspirent des critiques décoloniales ou intersectionnelles (amalgamées dans la désignation de pseudo-courants « indigénistes », « racistes » ou « islamogauchistes ») en les accusant de produire des « dégâts sur les esprits », nourrissant la « haine des Blancs », se faisant ainsi complices du terrorisme islamiste⁵. D'autres, parmi lesquelles nous nous rangeons, se lèvent contre ces injonctions, synonymes d'une réduction délétère de l'espace de la critique⁶.

La « liberté d'expression », qui fut du temps de la guerre froide l'étendard de la lutte anticomuniste, contre l'URSS et les pays qu'elle aidait, revient donc au galop, cette fois-ci dressée contre des « Autres », qui prennent des noms différents selon les affiliations du moment et se coagulent : musulmans-migrants-terroristes, obligeant tous.les les suspect.es potentiel.les à se distinguer, pour éviter de tomber sous le coup de l'anathème, à rejoindre d'autres croyant.es et non-croyant.es dans leurs hommages et leurs prières.

Cette « liberté d'expression », qui nous somme de nous positionner dans les normes politiques et idéologiques dominantes, se donne à voir sous le jour d'une « laïcité » rigidifiée qui confond apprentissage de la caricature et son instrumentalisation sous forme d'un rapport de forces, comme si d'autres documents pédagogiques n'étaient pas à disposition dans l'histoire politique riche de la France. Rappelons que cette France, qui, dit-on, aime la caricature, a vu plusieurs individus convoqués dans un commissariat de Toulouse, pour avoir

3 Voir à ce sujet le numéro Hors-Normes du *Journal des anthropologues*, 2020.

4 Amendements 147 au projet de la LPR.

5 « Le Manifeste des 100 ». URL : <https://manifestedes90.wixsite.com/monsieur>

6 « Les libertés sont précisément foulées aux pieds lorsqu'on en appelle à la dénonciation d'études et de pensée », *Le Monde*, 4 novembre 2020 ; « Open Letter: the threat of academic authoritarianism – international solidarity with antiracist academics in France », *Open Democracy*, 5 novembre 2020. Sur la réduction de l'espace de la critique dans les dernières années, voir Fassin D., Harcourt B. (dir.), 2019. *A Time for Critique*. New York, Columbia University Press.

osé exposer une banderole évoquant un « Macronavirus » lors du dernier confinement. Suite à l'événement de Conflans lui-même, le journaliste Willy Le Devin a été convoqué par l'IGPN sur les ordres du ministre Darmanin, afin d'identifier ses sources, dans une enquête sur la réactivité du ministère dans l'anticipation de l'attentat⁷. Pauvre « liberté d'expression » à géométrie variable, qui ne se voit plus revendiquée que quand elle peut servir à la mise au ban ou à la mise au pas d'une partie de la population. Célébrée d'un côté pour l'image, foulée au pied de l'autre dans la pratique.

Dans cette conjoncture de plus en plus oppressante et oppressive, nous tenons à dire publiquement notre refus de l'assujettissement et à expliquer publiquement notre conception de la liberté, contre la conception dangereusement identitaire défendue par le gouvernement, qui réprime au nom même de la liberté dont il se réclame. Pour la protéger, combien de mesures d'exception liberticides ont été adoptées depuis plusieurs années ?

Reprenons et analysons maintenant un à un les différents éléments qui caractérisent la situation présente :

En premier lieu, le confinement total ou partiel, mis en œuvre pour faire face à la pandémie nous a disciplinés dans des rythmes nouveaux et des habitudes quotidiennes, que nous avons incorporés — souvent à notre esprit défendant : porter le plus souvent le masque ; se laver et se relaver ses mains ; garder ses distances mais aussi, insidieusement, moins se déplacer, moins se mêler aux autres ; hésiter à se rendre à une manifestation ; ne plus consoler physiquement nos proches frappés de tristesse ou d'angoisse ; éviter d'aller aux réunions au profit du fameux « distanciel » ; choisir inconsciemment les ami.es avec lesquelles on dîne régulièrement, tout en s'insurgeant contre l'idée d'une « bulle sociale » ; se faire livrer, tout en décriant les suppressions d'emplois causées par les drives, etc. Nous arrivons, pourtant, quand nous nous arrêtons pour les penser, à débusquer le caractère sécuritaire, autoritaire, inégalitaire et destructeur pour la société, des nouvelles injonctions qui nous frappent continuellement, et souvent de manière contradictoire⁸. Ce que nous dit cette impréparation, c'est l'inaptitude du gouvernement à penser le présent pandémique autrement qu'à travers l'instrumentalisation de la « société du risque »⁹, pour continuer à prôner un capitalisme néolibéral, signe qu'une année entière de manifestations pour la défense de l'hôpital public, de l'université et de la recherche n'ont pas servi.

7 Alfon D. "Journaliste de «Libé» mis en cause par l'IGPN : une atteinte à la liberté de la presse", *Libération*, 8 novembre 2020.

8 On pourrait ériger en exemple parfait de ces contradictions, les paradoxes des injonctions autour des masques.

9 Écrit en 1986, le texte du sociologue allemand Ulrich Beck mettait déjà en avant le lien entre les catastrophes et le capitalisme. Beck U., 2008 [1986]. *La société du risque*. Paris, Flammarion.

Nous sommes passés d'un capitalisme effronté, fêlard et insouciant, à une autre étape, dont les promoteurs s'arrogent le droit de surveiller et punir de manière explicite, de corriger nos écarts après avoir acté la démolition du service public. Au nom de l'économie, la ville est vide, l'université aussi et le capitalisme qui a engendré cette situation est triste et gris, désespérément orwellien.

Un enseignant a été décapité par un jeune islamiste, trois personnes tuées dans une église. Mais que se passe-t-il lorsqu'on érige l'immédiateté des émotions en machine à penser et légiférer ? Et la caricature en raison d'État ? Là où la caricature exprime de manière nécessaire la dissension et la diversité par le rire et le grotesque, la caricature d'État (si ce n'est pas une caricature de l'État qui renonce à son rôle de garant des libertés) est un pas de plus vers une pensée unique. La juriste Mireille Delmas-Marty ne dit pas autre chose¹⁰, lorsqu'elle souligne le basculement d'un « droit pénal de la responsabilité » qui fonde la punition sur la preuve de la culpabilité et la proportionne à la gravité de la faute, vers un « droit pénal de la sécurité », un « droit policier ». De plus, que se passe-t-il quand il s'agit de d'utiliser les réactions face à une caricature, et leur sens de l'humour, pour distinguer les vraies républicain.es des faux et des fausses ? Comme l'écrivait récemment notre collègue Jean-François Bayart : « Que le terme plaise ou non, il y a bien une islamophobie d'État en France »¹¹.

Ces procédés constituent une forme de diversion bienvenue, pour la consolidation du programme néolibéral et de mainmise sur la société par le gouvernement. Car ne soyons pas dupes, l'usage qu'il fait des attentats est une tentative de produire un semblant d'unité nationale autour des personnes assassinées et de leurs proches et pointe des ennemi.es ancien.nes, nouvelles et nouveaux : pêle-mêle des islamistes, des femmes voilées, des amateurs et amatrices de produits halal, des universitaires « islamo-gauchistes ». La répression et la criminalisation croissantes des mouvements sociaux, autres ennemis intérieurs, renforcées par le projet de Loi de Sécurité Globale, le renforcement des pouvoirs policiers et la fin des franchises universitaires, avec la pénalisation des mobilisations au sein des établissements. Dans une surenchère de brouillard de la pensée, à la saveur réactionnaire. On reconnaît les accusations traditionnellement portées par l'extrême-droite, visant les intellectuel.les comme « cinquième colonne » du « système », « complices » — ou « collabos » — de « forces étrangères » dont les minorités issues de l'immigration seraient les représentantes sur le territoire.

¹⁰ Delmas-Marty M., 2020. « Nous basculons vers un droit pénal de la sécurité, qui traite le suspect en criminel », *Le Monde* (Tribune), 23 octobre.

¹¹ Bayart J.-F., 2020. « Que le terme plaise ou non, il y a bien une islamophobie d'État en France », *Le Monde*, 31 octobre.

N'oublions pas que les islamistes ne sont pas les seules à faire usage de la violence politique. Notre collègue Éric Fassin, auquel nous exprimons notre entière solidarité, a été menacé de décapitation par une figure connue de la mouvance néonazie¹². Est-ce un hasard, quand le gouvernement lui-même accuse les sciences sociales de complicité avec le terrorisme ? La volonté de mettre au pas les chercheur.es critiques en sciences sociales, comme les journalistes, et donc de réduire l'espace des débats publics sur des phénomènes sociaux cruciaux, permet opportunément d'obérer l'examen politique qui peut être fait des dérives de la période contemporaine. Les sciences sociales ont précisément le souci de la description rigoureuse, à même de rendre compte au plus près des réalités sociales. On conçoit dès lors qu'elles fassent partie des cibles des défenseurs et défenseuses de l'ordre établi. Cette succession d'occultations, de raccourcis, d'injonctions normatives et mimétiques s'inscrivent dans un procès de disqualification radicale de la contestation. Elle signale l'impossibilité d'admettre le pluralisme au sens de Peter Berger¹³, comme une situation faisant droit à une concurrence de significations globales.

La liste des signaux alarmants se rallonge de semaine en semaine : répression continue et de plus en plus violente des mobilisations collectives, dissolutions — ou menaces de dissolutions — d'associations de charité et de lutte contre le racisme issues des minorités, disqualification des instances politiques au profit de l'exécutif, gouvernance par décret, routinisation d'un État d'exception, recentrement de plus en plus serré sur la figure présidentielle (comme le montre la multiplication des « Conseils de défense » dans la gestion politique de la pandémie), atteintes à la liberté d'expression et aux libertés académiques, menaces de mort sur des universitaires, etc. Cette liste non exhaustive souligne crûment une crise aiguë de légitimité de la représentation et une dérive autoritariste très grave qui doit nous alerter et nous faire réagir de manière vive. Dans toutes les sociétés où ces phénomènes ont convergé, les heures qui ont suivi ont été bien sombres.

Anthropologues, nous devons nous lever contre ces procédés abjects et persistants qui consistent à construire un ennemi de l'intérieur et à l'ériger en bouc-émissaire des maux de notre société. Nous devons affirmer, aujourd'hui plus que jamais, notre droit et notre devoir d'exercer la liberté politique, de penser et d'analyser la société de manière critique, y compris s'il faut penser contre l'État.

¹² Fassin É., 2020. « Qui est complice de qui ? Les libertés académiques en péril », *Mediapart*, 1^{er} novembre. URL : <https://blogs.mediapart.fr/eric-fassin/blog/011120/qui-est-complice-de-qui-les-libertes-academiques-en-peril>

¹³ Berger P., Luckman T., 1967. « Aspects sociologique du pluralisme », *Archives de sciences sociales des religions*, 23 : 111-127.